

M**oniteur* ***micro-économique

Premier trimestre de 2002

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

MEPA - APME

Table des matières

Aperçu

A

Scène canadienne

Activité économique réelle

B

Revenus

C

Marché du travail

D

Aperçu de la situation des secteurs

E

Productivité et compétitivité

F

Comptes internationaux

G

Mouvements des prix

H

Finances publiques

I

Marché des capitaux

J

Aperçu

L'économie canadienne croît vigoureusement au premier trimestre...

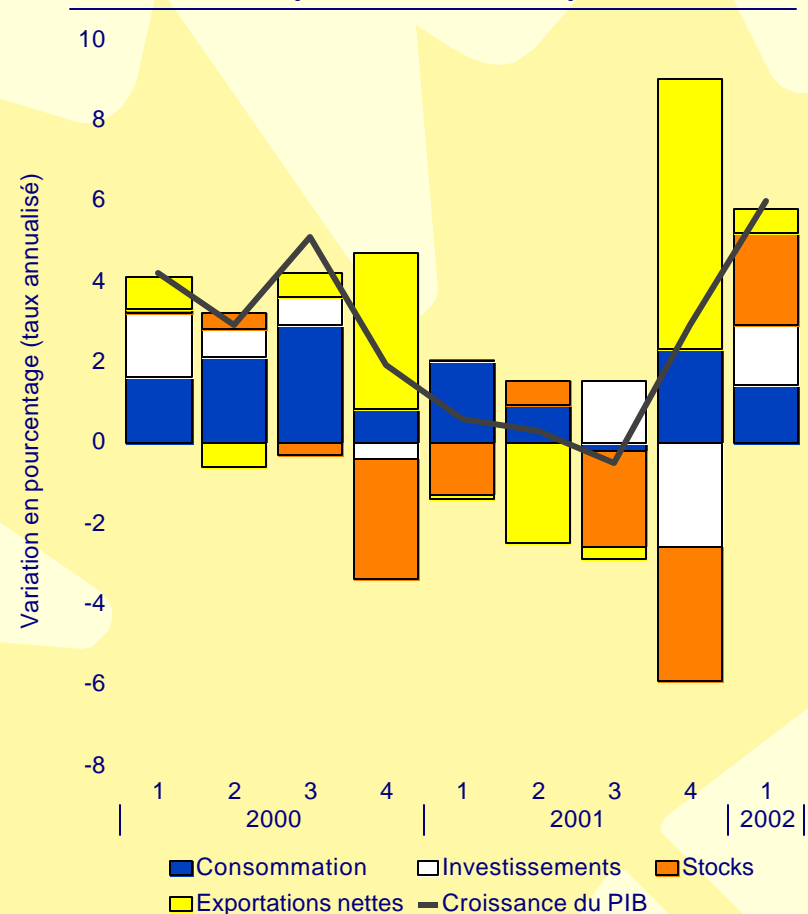
Au premier trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a gagné 6,0 % (taux annuel), soit le double de l'avance du trimestre précédent et le meilleur résultat depuis le quatrième trimestre de 1999.

La croissance fait suite à la moins grande réduction des stocks, aux nouvelles hausses de l'investissement résidentiel et au redressement des exportations. Grâce à un revenu personnel en croissance et à la faiblesse des taux d'intérêt, les dépenses de consommation ont continué leur progression mais plus lentement qu'avant. Les investissements des entreprises ont de nouveau fléchi, à l'instar de la construction non résidentielle.

À la faveur du raffermissement de la demande intérieure, les importations ont affiché leur gain trimestriel le plus fort en deux ans. Les exportations nettes n'ont pas joué un rôle aussi important dans la croissance qu'au trimestre précédent.

Le Canada a de nouveau surpassé les États-Unis sur les plans de la croissance de la production et de l'emploi. Toutefois, les États-Unis ont devancé le Canada au chapitre de la croissance de la productivité du travail.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel* (Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses et des investissements gouvernementaux n'est pas indiquée.

A-1

Source: Statistique Canada

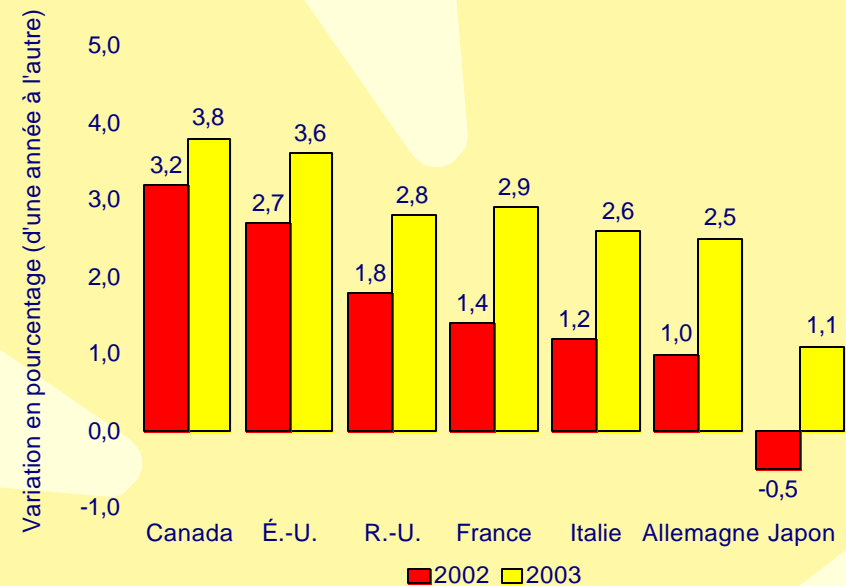
...et cette croissance devrait surpasser celle des pays du G-7 en 2002 et 2003

L'évolution récente de la situation au Canada et aux États-Unis laisse présager une croissance soutenue, bien que modérée. Le Canada et les États-Unis devraient faire mieux que les autres pays du G-7 en 2002 et 2003.

Puisque la conjoncture et les prévisions économiques au Canada se sont nettement embellies ces derniers mois, la Banque du Canada a commencé à atténuer la détente monétaire en relevant son taux cible deux fois, en avril et en juin. Ainsi, le taux est passé de 2,0 %, creux des 40 dernières années, à 2,5 %. Pour sa part, la Réserve fédérale américaine n'a pas modifié le taux des fonds fédéraux, celui-ci restant à 1,75 %.

L'élargissement de l'écart entre les taux à court terme au Canada et aux États-Unis a donné un élan au dollar canadien.

Perspectives de croissance du PIB réel



Source: U.K. Consensus Forecasts, juin 2002



Scène canadienne

Activité économique réelle

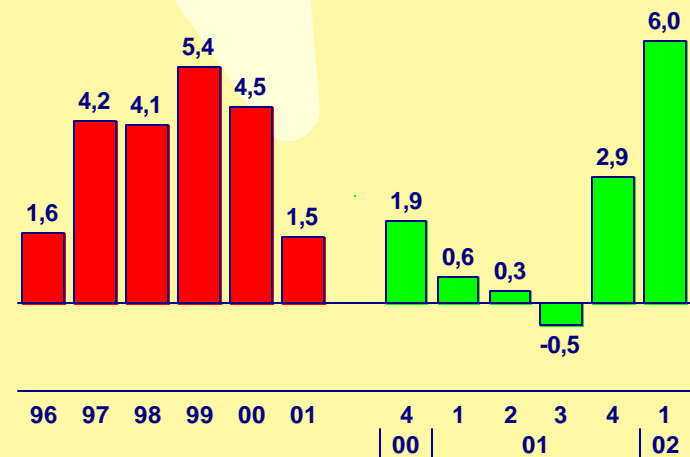
L'économie se redresse au premier trimestre...

Au premier trimestre de 2002, le PIB réel a bondi, gagnant 6,0 % (taux annuel), soit le double du taux du trimestre précédent. Il s'agit du meilleur résultat obtenu depuis le quatrième trimestre de 1999.

- Un marché du logement en pleine effervescence ainsi que de fortes hausses des dépenses de consommation relatives aux articles à prix unitaires élevés ont fait grimper de 3,5 % la demande intérieure finale.
- La moins vive liquidation des stocks et l'accroissement de l'excédent commercial sont intervenus pour près de la moitié de la croissance du PIB réel.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

La reprise est également enclenchée aux États-Unis, où le PIB réel a progressé de 5,6 % au premier trimestre de 2002, par rapport à 1,7 % au trimestre précédent.

...sous l'impulsion d'un marché du logement en pleine ébullition...

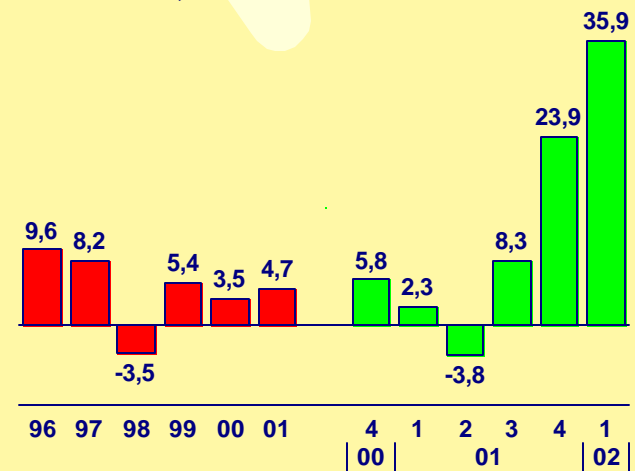
Les investissements réels dans la construction résidentielle ont connu une vive recrudescence au premier trimestre, augmentant de 36 % et dépassant le niveau record enregistré au premier trimestre de 1989.

- Principal artisan de cette croissance : la construction de logements qui a augmenté de 49 %. Viennent ensuite les ventes de logements existants et les travaux de rénovation, qui ont enregistré un taux de croissance à deux chiffres au cours du trimestre.

La forte progression du revenu personnel disponible ainsi que les taux hypothécaires relativement faibles et le niveau élevé de confiance des consommateurs ont contribué à alimenter le marché du logement.

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

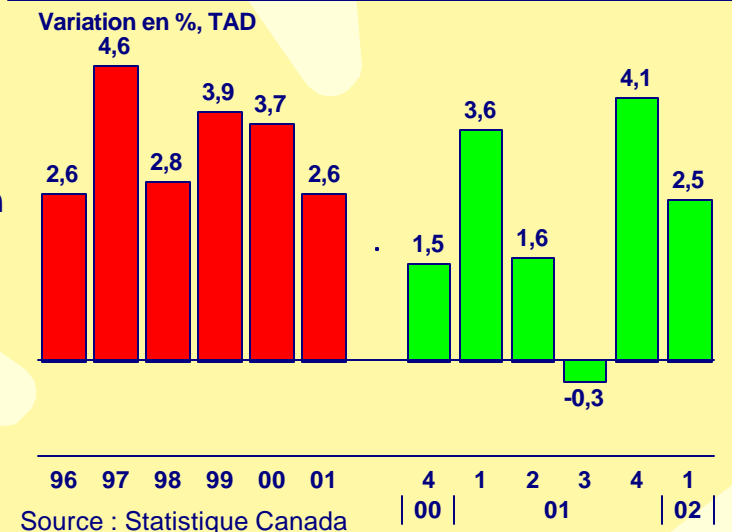
...de solides dépenses de consommation...

Au premier trimestre, les dépenses de consommation se sont redressées de 2,5 %, après avoir enregistré une nette avance de 4,1 % au trimestre précédent.

- La plus forte demande de biens durables et semi-durables, notamment les accessoires de maison et les appareils ménagers, explique en grande partie cette hausse. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont poursuivi leur ascension.
- Des baisses ont été notées dans la consommation d'énergie, et les dépenses relatives aux services sont restées stables.

Selon les données concernant le commerce de détail, les ventes ont continué leur forte progression en janvier, puis elles ont quelque peu fléchi en février et en mars, les ventes d'automobiles reculant légèrement après avoir fait des gains importants d'octobre 2001 jusqu'à janvier 2002. Cela laisse supposer une stabilisation des dépenses de consommation à court terme, mais la croissance de l'emploi et du revenu, jumelée à un niveau inégalé de confiance des consommateurs, augure bien pour la progression des dépenses de consommation.

Croissance des dépenses de consommation réelles



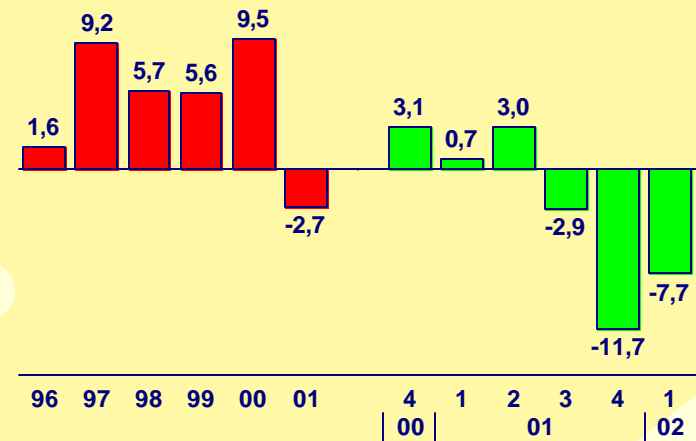
...et d'une accalmie dans la liquidation des stocks des entreprises

La liquidation des stocks des entreprises s'est poursuivie au premier trimestre, mais à la moitié du rythme du trimestre précédent. Cela a contribué à faire progresser de 2,3 points de pourcentage le PIB réel.

- À l'instar des fabricants, les vendeurs de véhicules neufs, de gros et de détail, ont réduit leurs stocks d'environ 6,7 milliards de dollars.
- Le ratio des stocks au chiffre d'affaires à l'échelle de l'économie est tombé à un creux historique de 0,67.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

En milliards \$ de 1997, TAD



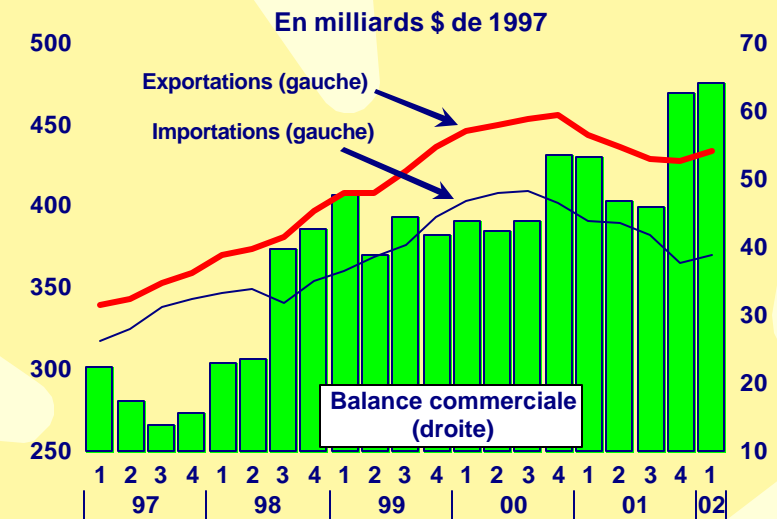
Source : Statistique Canada

La tendance à la baisse est inversée dans les exportations et les importations...

À la faveur d'une vigueur renouvelée au Canada et aux États-Unis, les exportations et importations se sont accrues pour la première fois depuis un an. L'augmentation de l'excédent commercial a contribué à la croissance dans une proportion de 0,6 point de pourcentage.

- La croissance des exportations a repris au premier trimestre, se situant à 5,9 %. C'est ce qui a mis fin à une série de quatre baisses trimestrielles. Il s'agit des meilleurs résultats enregistrés depuis deux ans.
- Les importations ont, elles aussi, considérablement progressé au premier trimestre (+5,2 %), soit la première avance trimestrielle depuis le troisième trimestre de 2000.

Exportations et importations réelles de biens et de services



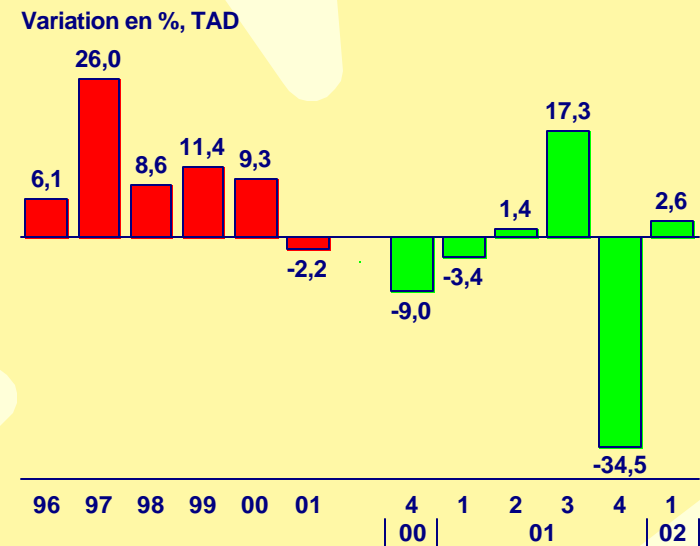
Source : Statistique Canada

...et les investissements dans les machines et le matériel se redressent quelque peu

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) se sont redressés de 2,6 % au premier trimestre, après avoir considérablement diminué, soit de 35 %, au trimestre précédent.

- La hausse des dépenses relatives au matériel de transport, aux logiciels et à l'équipement de télécommunication a été, en partie, annulée par la baisse des dépenses relatives aux machines et aux ordinateurs.
- Les augmentations marquées des bénéfices des entreprises au premier trimestre pourraient contribuer à soutenir de nouveaux investissements dans les M&M.

Investissements réels dans les machines et le matériel



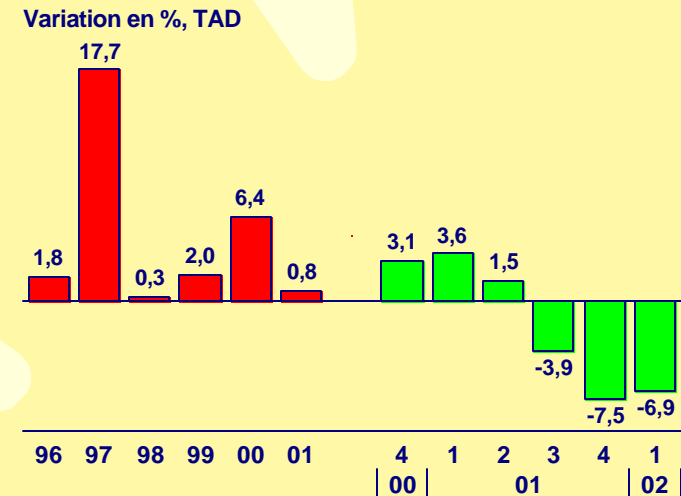
Source : Statistique Canada

Toutefois, la construction non résidentielle reste atone

Dans la construction non résidentielle, les investissements ont diminué de 6,9 % au premier trimestre, enregistrant ainsi le troisième recul trimestriel de suite.

- La construction de bâtiments non résidentiels et d'ouvrages de génie civil s'est de nouveau affaiblie.

Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

À la suite de révisions dans le temps, les estimations de croissance du produit intérieur brut sont plus élevées pour la période de 1998 à 2001.

Les révisions dans le temps faites aux Comptes économiques et financiers nationaux ont eu les retombées suivantes :

- La croissance du PIB réel a été révisée à la baisse (-0,1 %) pour 1998, mais à la hausse pour 1999, 2000 et 2001 (+0,2 %, +0,3 % et +0,3 %). Par conséquent, le taux de croissance annuel moyen du PIB de 1998 à 2001 se situe maintenant à 3,8 %, soit 0,14 point de pourcentage de plus que l'estimation précédente.
- Voici les nouvelles estimations du taux de croissance annuel nominal pour 1998-2001 des agrégats suivants :

| | |
|--------------------------------------|------------------------------|
| - revenu du travail : | 6,2 %, par rapport à 5,6 % |
| - bénéfices des entreprises : | 11,1 %, par rapport à 11,8 % |
| - dépenses de consommation : | 5,3 %, par rapport à 5,1 % |
| - investissements résidentiels : | 7,1 %, par rapport à 6,7 % |
| - investissements non résidentiels : | 2,0 %, par rapport à 1,5 % |
| - exportations : | 7,7 %, par rapport à 7,5 % |
| - importations : | 4,9 %, par rapport à 4,7 % |

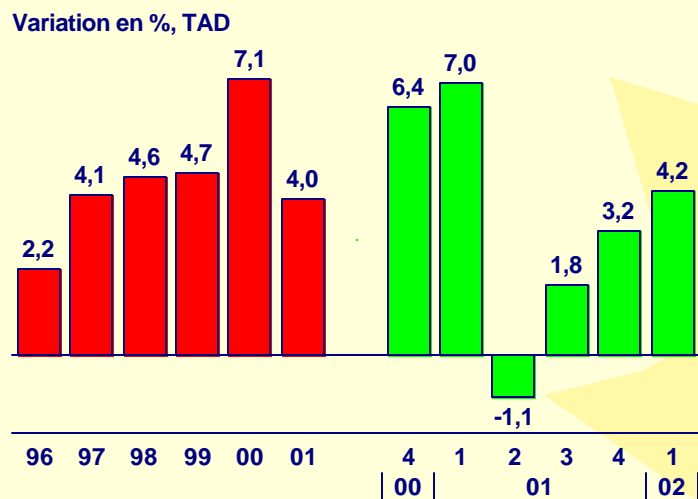


Scène canadienne

Revenus

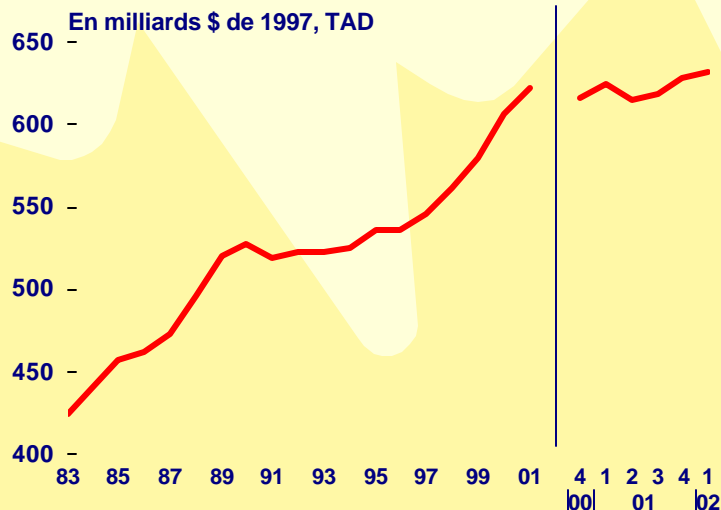
Le revenu disponible continue sa remontée...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au premier trimestre de 2002, la croissance du revenu personnel s'est établie à 4,2 %, soit une troisième hausse trimestrielle consécutive. La forte progression des revenus d'emploi, des transferts gouvernementaux et des bénéfices des entreprises non constituées en société a plus que compensé la baisse des revenus de placements.

- La baisse des taux d'intérêt a contribué à la diminution des revenus de placements.

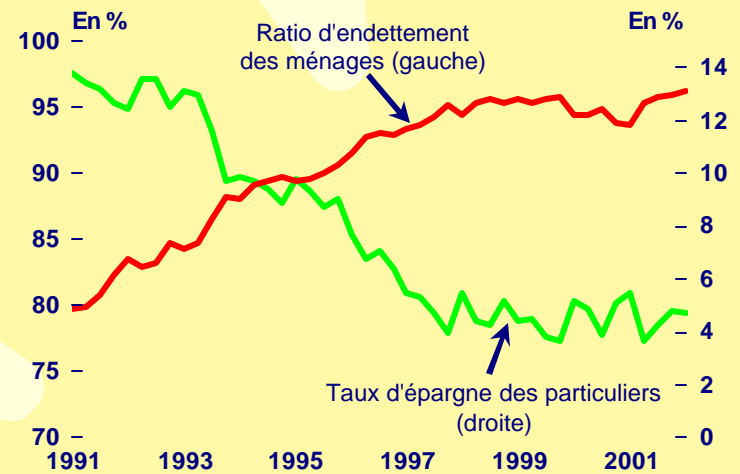
La croissance du revenu disponible réel des particuliers a modéré son allure, passant de 6,4 % au trimestre précédent à 1,8 % au premier trimestre de 2002.

...alors que le taux d'épargne reste stable

Les dépenses de consommation de biens et de services ont légèrement dépassé la croissance du revenu disponible, et le taux d'épargne des particuliers a fléchi pour passer à 4,7 % par rapport à 4,8 % au trimestre précédent.

Le ratio d'endettement des ménages a gagné 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 96,3 %, puisque la dette à la consommation et la dette hypothécaire ont progressé plus rapidement que le revenu disponible.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



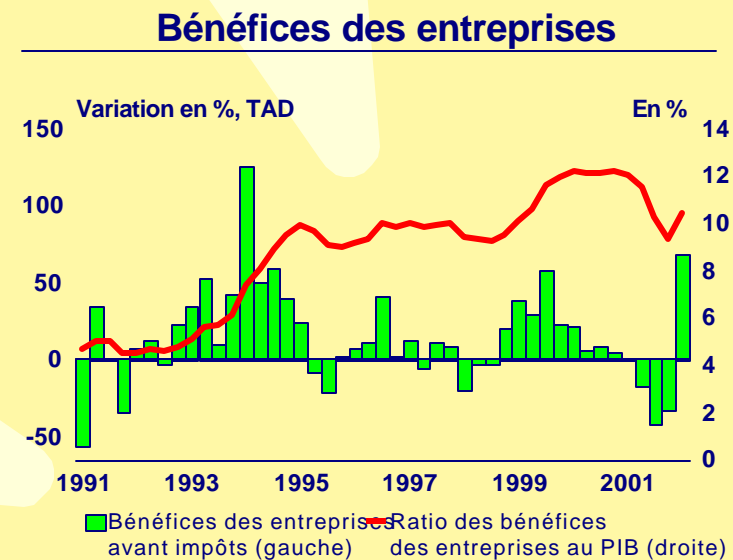
Source : Statistique Canada

Les bénéfices des entreprises se redressent

Les bénéfices des entreprises ont fait un bond de 13,8 % par rapport au trimestre précédent, récupérant près de la moitié du terrain perdu depuis le premier trimestre de 2001.

- Les gains ont été observés un peu partout, mais les secteurs de la fabrication et de la construction ont particulièrement fait bonne figure.
- La hausse des bénéfices s'explique, en partie, par la liquidation des stocks à des prix plus élevés.

Le ratio du PIB aux bénéfices est passé à 10,4 %. Il s'agit de la première augmentation trimestrielle depuis le quatrième trimestre de 2000, où le ratio avait atteint un sommet de 12,2 %.



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

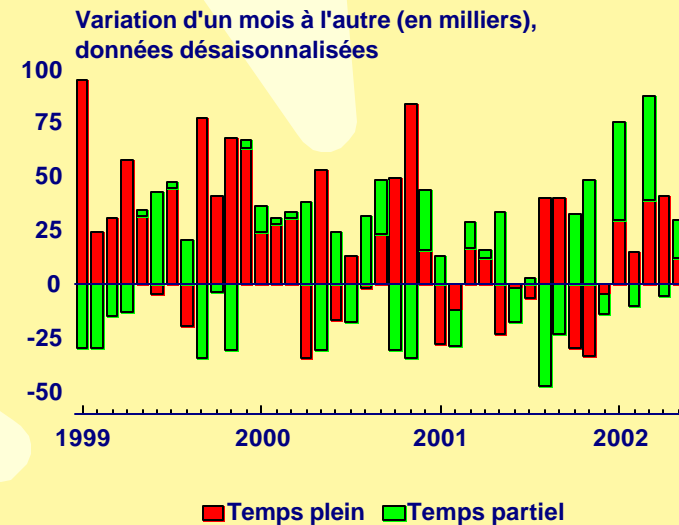
Marché du travail

L'emploi enregistre une cinquième hausse mensuelle de suite en mai

En mai, 31 000 emplois ont été créés, ce qui porte à 237 000 le nombre total de nouveaux emplois, soit 1,6 % de plus pour les cinq premiers mois de 2002. Il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée sur une période de cinq mois depuis 1994.

La plupart des emplois créés cette année sont des emplois à temps plein (+139 000). Voilà qui contraste avec l'an dernier où 26 000 emplois à temps plein avaient été perdus, alors que le nombre d'emplois à temps partiel avait augmenté (+39 000).

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

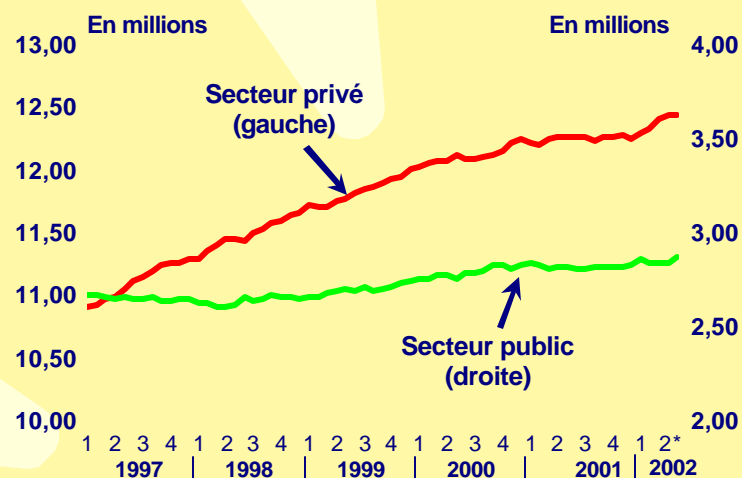
En mai, on n'a compté que 41 000 emplois non agricoles de plus aux États-Unis. Contrairement au Canada, la situation de l'emploi est faible aux États-Unis, qui comptent 142 000 emplois de moins depuis le début de l'année. Le taux de chômage a perdu 0,2 point de pourcentage pour se situer à 5,8 %.

Pour la première fois depuis décembre, le secteur public est à l'origine d'un plus grand nombre de nouveaux emplois que le secteur privé

En mai, les nouveaux emplois dans le secteur public (+30 000) ont représenté la totalité de la croissance des emplois rémunérés, grâce surtout aux emplois créés dans les services d'enseignement. C'est la première fois depuis décembre que le nombre de nouveaux emplois est plus important dans le secteur public que dans le secteur privé. En effet, le secteur privé avait été le principal moteur de croissance de l'emploi en 2002 avec 148 000 nouveaux emplois.

Durant les cinq premiers mois de 2002, 191 000 nouveaux emplois rémunérés ont été recensés contre 46 000 nouveaux emplois autonomes. En mai, on a constaté une hausse de 22 000 emplois rémunérés et de 9 000 emplois autonomes.

Emploi : secteur privé et secteur public



*Seuls les mois d'avril et de mai sont inclus dans les données pour le deuxième trimestre de 2002.

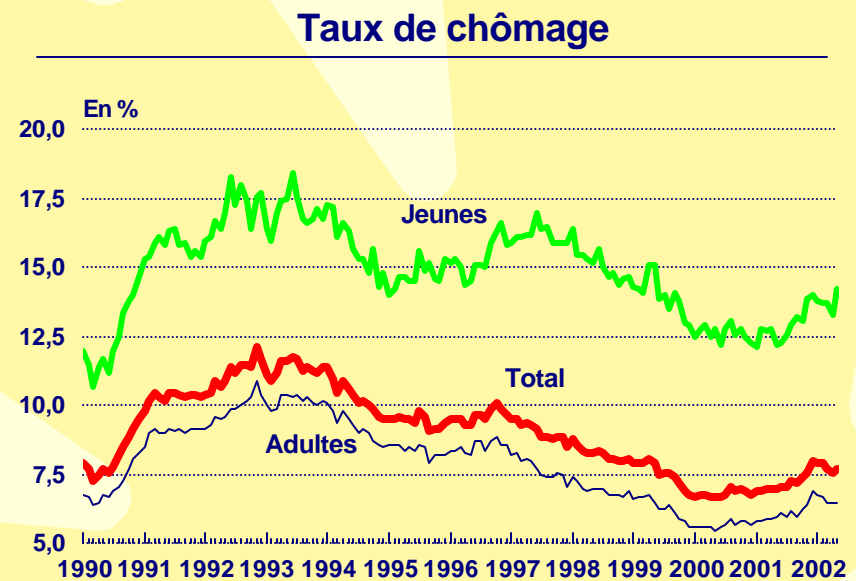
Source : Statistique Canada

Le taux de chômage baisse très peu puisqu'un plus grand nombre de Canadiens entrent sur le marché du travail

Malgré la vive croissance de l'emploi, le taux de chômage n'a que très peu reculé depuis son sommet de 8 %, enregistré en décembre. Devant l'amélioration de la situation économique, un plus grand nombre de Canadiens ont joint les rangs de la population active.

En mai, le taux de chômage s'est légèrement accru pour passer à 7,7 %, en raison surtout de la hausse du taux de chômage chez les jeunes (+0,9 point de pourcentage, soit 14,2 %). Malgré les nouveaux emplois recensés chez les jeunes, le taux de chômage de ce groupe reste supérieur de 2,0 points de pourcentage au taux observé il y a un an. Chez les jeunes, la création d'emplois a été plus faible que l'augmentation de la population active.

Chez les adultes, le taux chômage a légèrement reculé durant les cinq derniers mois, en raison d'une hausse de l'emploi chez les hommes et les femmes adultes.



Source : Statistique Canada

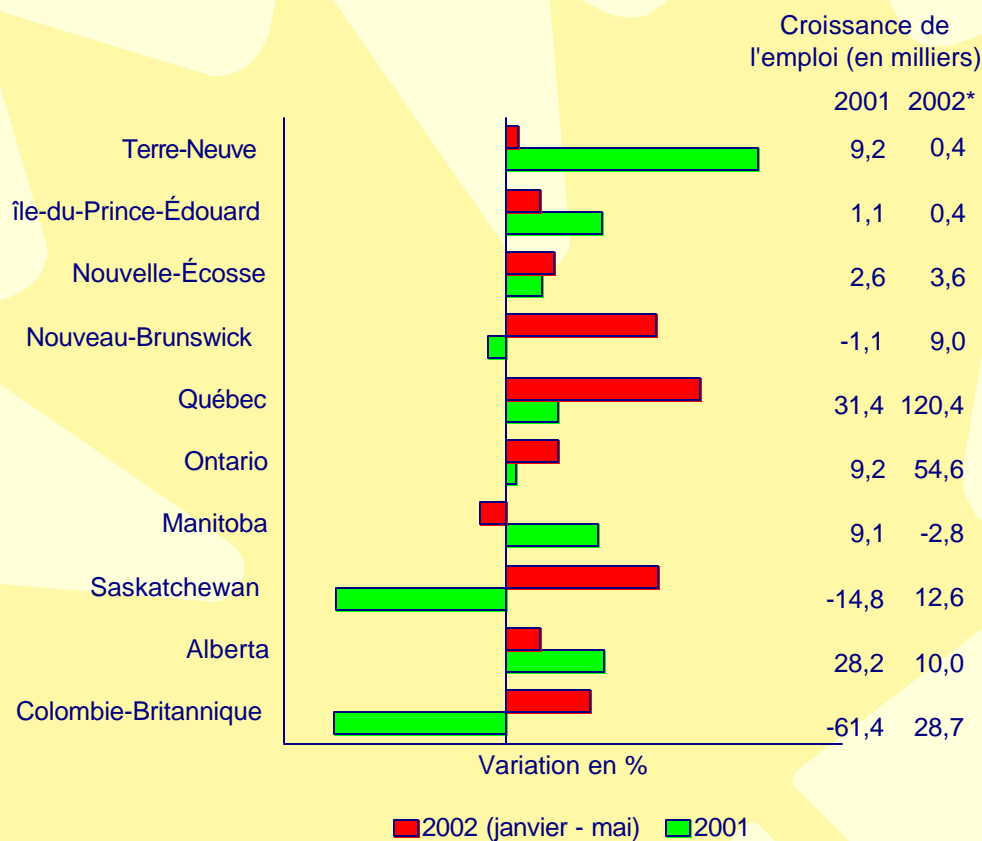
Les emplois créés en mai se trouvent principalement au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique

Depuis le début de 2002, le Québec a créé le plus grand nombre d'emplois, étant à l'origine de plus de la moitié des gains enregistrés au Canada. La plupart des nouveaux emplois au Québec se trouvent dans le secteur des services. Pour sa part, l'Ontario est intervenu pour près du quart de tous les nouveaux emplois au Canada, et ses gains sont surtout le fait du secteur manufacturier.

Dans la région de l'Atlantique, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse affichent les gains d'emplois les plus importants depuis le début de l'année.

Depuis le début de l'année, le Manitoba est la seule province des Prairies à accuser une perte d'emplois (-3 000). La Saskatchewan compte 12 600 emplois de plus après avoir subi des pertes en 2001. L'Alberta a 10 000 emplois de plus depuis le début de 2002. Malgré un gain net de 29 000 emplois depuis le début de l'année, le nombre d'emplois en Colombie-Britannique reste inférieur de 26 000 au nombre enregistré en mai 2001.

Croissance de l'emploi par province



*Il s'agit des données cumulatives pour l'année 2002 (janvier-mai)
Source : Statistique Canada

Le taux de chômage fléchit dans plusieurs provinces, surtout dans les provinces atlantiques et au Québec

Depuis décembre, le taux de chômage s'est replié dans toutes les provinces, sauf au Manitoba (+0,8 point, pour se fixer à 5,4 %), en Alberta (+0,8 point, pour se fixer à 5,9 %) et en Ontario (+0,1 point, pour se fixer à 7,0 %).

Dans la région de l'Atlantique, les plus fortes diminutions ont été observées au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

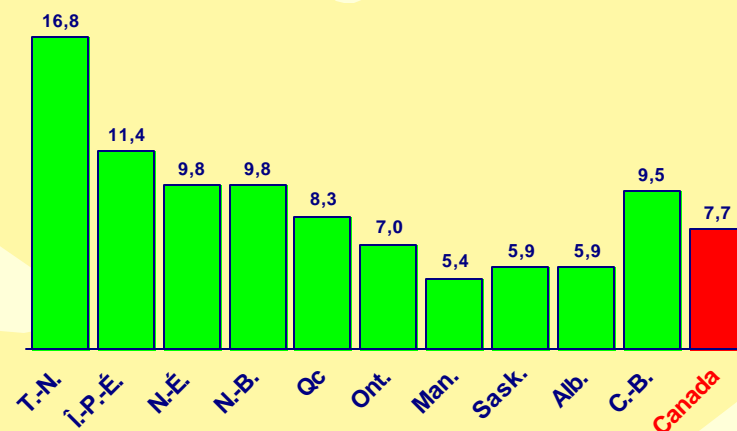
À 8,3 %, le taux de chômage au Québec était inférieur de 1,4 point de pourcentage en mai que le taux observé en décembre.

En Saskatchewan, le taux de chômage s'est replié grâce au raffermissement de l'emploi, qui a fait suite à une période de morosité en 2001.

En mai, le taux de chômage a augmenté de 0,8 point en Colombie-Britannique pour se fixer à 9,5 %. Il s'agit d'une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport au taux de décembre, mais une hausse de 2,6 points par rapport au taux de mai 2001.

Taux de chômage : mai 2002

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

***Aperçu de la situation des
secteurs***

Dans la plupart des industries, la production s'accroît au premier trimestre

La production des industries de biens a fait un bond de 8,5 % (taux annuel) au premier trimestre de 2002, ce qui a mis fin à une suite de cinq baisses trimestrielles.

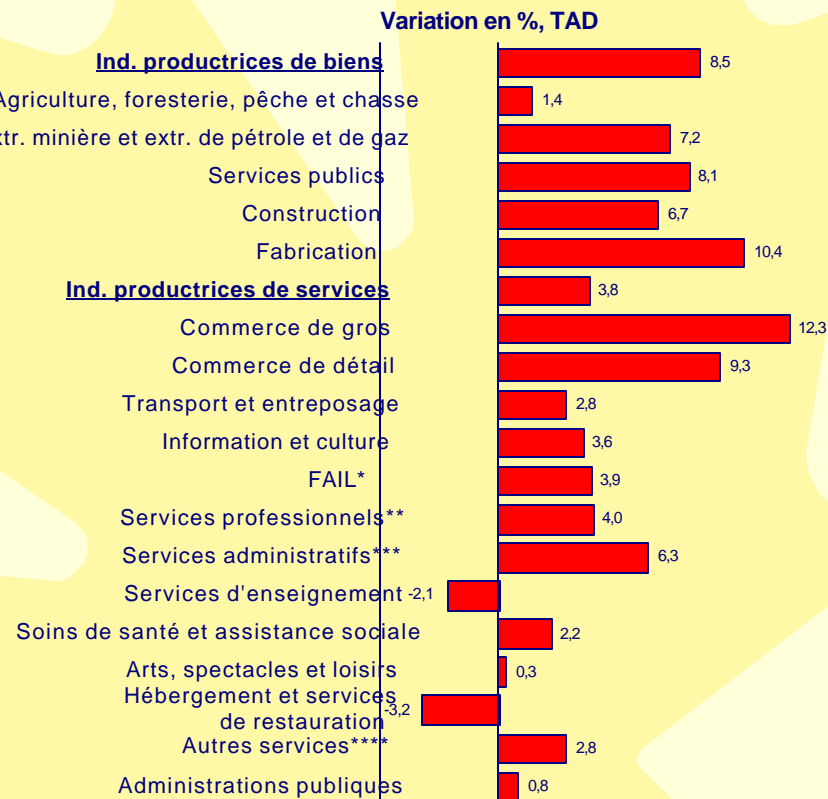
- La vive remontée de l'activité manufacturière rend compte d'environ les deux tiers de l'augmentation globale, 19 principaux groupes sur 21 affichant des gains. Les industries des ordinateurs et de l'équipement électronique, des produits du bois et des meubles ont enregistré les plus fortes hausses.
- La construction résidentielle a grimpé de 33,1 %, son gain le plus important depuis le boom immobilier des années 80, ce qui a beaucoup contribué à la vigueur de l'industrie de la construction.

Au premier trimestre, l'activité s'est intensifiée de 3,9 % dans les industries de services.

- Le commerce de gros et de détail a enregistré les plus fortes avances, à la faveur de la hausse des ventes de meubles et de véhicules et pièces d'automobiles.
- Des diminutions ont été observées dans les services d'enseignement, en raison d'une grève des enseignants de l'Alberta, ainsi que dans les services de l'hébergement et de l'alimentation.

Dans l'ensemble, le produit intérieur brut aux prix de base s'est accru de 5,3 % au premier trimestre, par suite des hausses importantes enregistrées en janvier et février, puisque la production a peu progressé en mars.

Croissance du PIB réel par industrie : T1-2002



* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises

** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques

*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

**** Sauf les administrations publiques

E-1

Source : Statistique Canada

Depuis le début de 2002, le secteur manufacturier est à l'origine du plus grand nombre de nouveaux emplois...

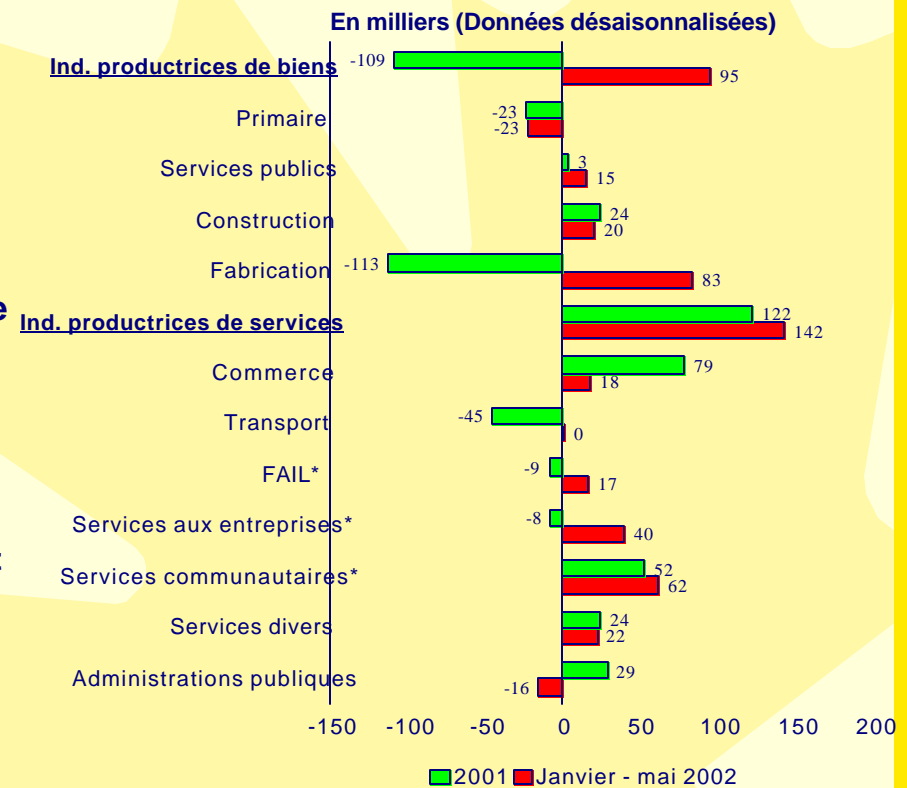
Pour les cinq premiers mois de 2002, le secteur des biens a enregistré une hausse de 95 000 emplois, ce qui a annulé presque toutes les pertes subies en 2001.

- Ces gains ont surtout été observés dans le secteur manufacturier (+83 000). Néanmoins, les usines comptent encore quelque 30 000 travailleurs de moins que le sommet atteint en décembre 2000. Le seul secteur qui a réduit ses effectifs cette année est le secteur primaire.

Dans les industries de services, 142 000 emplois ont été créés depuis le début de l'année, par rapport à 122 000 en 2001.

- Alors qu'en 2001, les nouveaux emplois se trouvaient surtout dans le commerce des services, les services communautaires et les administrations publiques, cette année, ils sont répartis également dans les diverses industries. Les administrations publiques sont les seules à avoir subi des pertes d'emplois en 2002.

Croissance de l'emploi par industrie

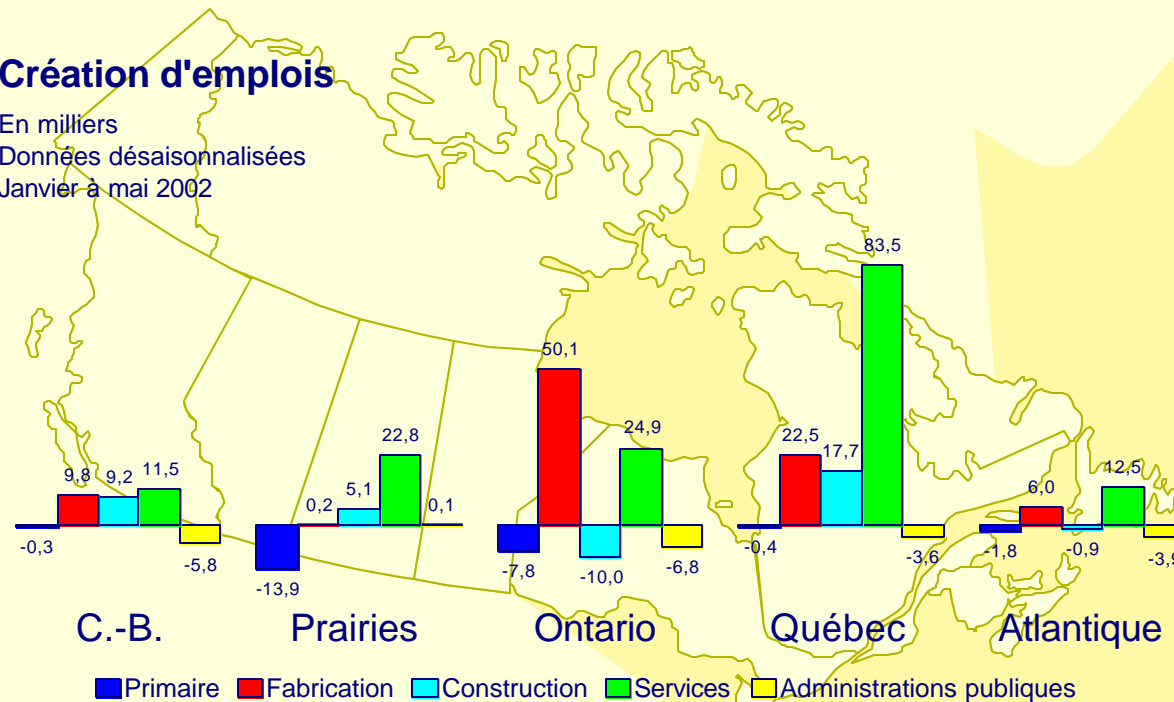


*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
 Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
 Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale
 Source : Statistique Canada

...qui sont concentrés en Ontario et au Québec

Création d'emplois

En milliers
Données désaisonnalisées
Janvier à mai 2002



En glissement annuel, l'emploi a progressé dans toutes les régions du Canada. Les hausses les plus fortes ont été observées en Ontario et au Québec. Dans le secteur primaire, des reculs ont été notés dans toutes les régions. La baisse la plus importante a été constatée dans les ressources naturelles de l'Alberta, où la diminution des prix de l'énergie tout au long de 2001 a ralenti les activités dans le secteur pétrolier et gazier.

Dans le secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru dans toutes les régions du pays. Les nouveaux emplois dans la construction ont surtout été observés au Québec et en Colombie-Britannique, alors que le nombre d'emplois a diminué dans les administrations publiques de toutes les régions.

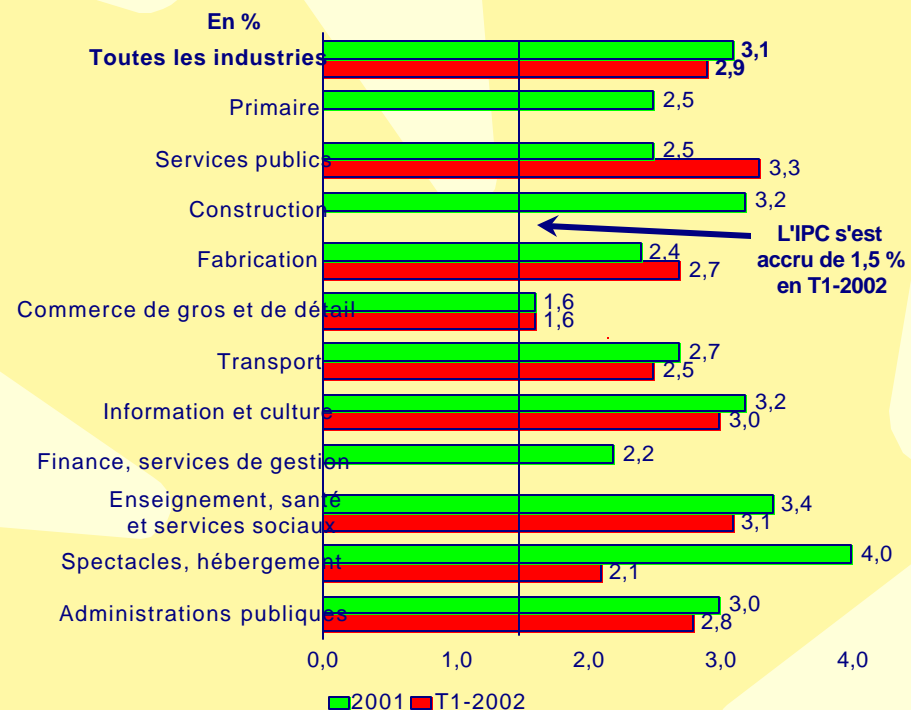
Les règlements salariaux sont moins importants au premier trimestre, mais ils dépassent le taux d'inflation

Au premier trimestre de 2002, les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,9 %, soit un peu moins qu'en 2001, mais presque deux fois la hausse de l'Indice des prix à la consommation (IPC). Ces résultats font suite à une bonne performance de l'économie canadienne au cours du trimestre.

Les augmentations salariales ont été supérieures au taux d'inflation dans toutes les industries.

Les règlements salariaux du secteur public (+3,1 %) sont, une fois de plus, supérieurs à ceux du secteur privé (+2,0 %).

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada

Le taux d'utilisation de la capacité augmente au premier trimestre

Le taux d'utilisation de la capacité a progressé de 1,3 point de pourcentage pour se situer à 81,7 % au premier trimestre de 2002, ce qui a mis un terme à six diminutions consécutives. Toutefois, le taux d'utilisation de la capacité reste inférieur à son niveau moyen des dix dernières années et bien en-deçà de son récent sommet de 2000 (86,3 %).

Dans le secteur manufacturier, la production a fortement progressé en raison de la hausse de la demande au premier trimestre, mais le taux d'utilisation de la capacité manufacturière est encore bien inférieur aux taux observés au début de 2000 et en-deçà de la moyenne des dix dernières années.

- Des taux d'utilisation de la capacité plus élevés ont été notés dans 17 groupes industriels sur 21, l'industrie du matériel de transport en tête.
- L'utilisation de la capacité a augmenté dans les ordinateurs et les produits électroniques pour la première fois depuis le troisième trimestre de 2000, mais elle reste inférieure de 15 points de pourcentage au taux moyen des dix dernières années.

Le taux d'utilisation de la capacité a progressé dans l'industrie de la production d'électricité à cause de la plus forte demande des fabricants. La vigueur de la construction résidentielle a fait monter le taux dans l'industrie de la construction, celui-ci dépassant les 90 %, soit loin devant la moyenne des dix dernières années. Dans la foresterie et les services forestiers, le taux a régressé pour passer à 70,0 %, soit le plus faible taux jamais enregistré.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

| | Niveau (en %) | Variation (en %) | | Moyenne sur 10 ans |
|---|------------------|------------------|-------|--------------------------|
| | T1-2001 | T/T | A/A | |
| Total - industries | 81,7 | 1,3 | -2,3 | 82,3 |
| Foresterie et exploitation forestière | 70,0 | -5,8 | -18,4 | 82,4 |
| Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz | 74,2 | 0,8 | -4,2 | 79,2 |
| Énergie électrique* | 87,7 | 1,5 | -1,3 | 83,4 |
| Construction | 90,7 | 0,9 | 0,4 | 82,8 |
| Total - fabrication | 80,6 | 1,8 | -2,2 | 82,8 |
| Aliments | 82,1 | -0,1 | 0,9 | 80,6 |
| Boissons et produits du tabac | 74,3 | -2,0 | -3,8 | 80,2 |
| Textiles | 77,9 | 0,6 | -3,5 | 80,6 |
| Usines de textiles | 79,2 | 0,1 | -3,1 | 83,1 |
| Usines de produits textiles | 76,2 | 1,2 | -4,0 | 79,5 |
| Fabrication de vêtements | 81,6 | 3,8 | -4,8 | 82,4 |
| Produits en cuir et produits analogues | 70,2 | 1,1 | -6,0 | 74,3 |
| Produits en bois | 85,5 | 4,6 | 2,8 | 86,0 |
| Papier | 86,6 | -1,7 | -4,7 | 90,0 |
| Impression et activités connexes de soutien | 72,1 | -0,3 | -8,5 | 77,9 |
| Produits du pétrole et du charbon | 95,9 | 0,1 | -0,9 | 91,6 |
| Produits chimiques | 78,4 | 3,0 | -4,2 | 82,1 |
| Produits en caoutchouc et en plastique | 83,5 | 2,9 | 2,7 | 83,2 |
| Produits minéraux non métalliques | 80,0 | 3,7 | 1,4 | 76,9 |
| Première transformation des métaux | 87,0 | 1,1 | 1,3 | 89,5 |
| Fabrication de produits métalliques | 80,0 | 0,9 | -2,2 | 79,4 |
| Machines | 77,9 | 0,3 | -2,3 | 79,8 |
| Produits informatiques et électroniques | 65,7 | 4,7 | -15,9 | 79,9 |
| Matériel électrique | 66,9 | 0,4 | -15,6 | 83,0 |
| Matériel de transport | 88,1 | 3,3 | 5,8 | 84,1 |
| Meubles et de produits connexes | 74,8 | 3,2 | -12,1 | 80,1 |
| Activités diverses de fabrication | 77,9 | 0,3 | -5,3 | 81,6 |

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique

Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Productivité et compétitivité

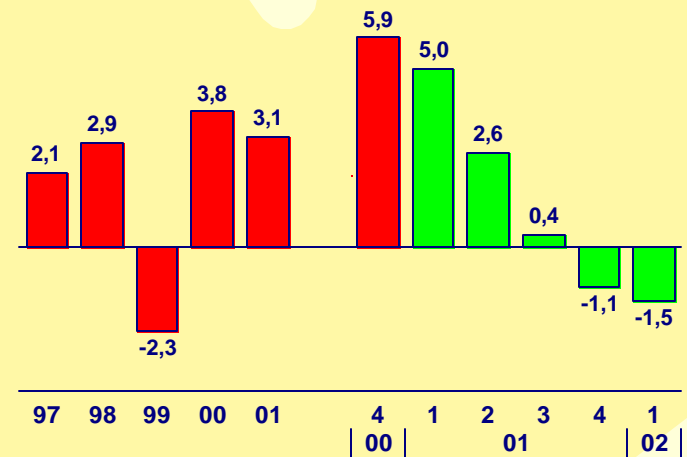
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre diminuent au premier trimestre...

Dans le secteur des entreprises, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont fléchi de 1,5 % (taux annuel) au premier trimestre après avoir perdu 1,1 % au trimestre précédent.

- La productivité du travail a fait un bond de 4,1 %, par rapport à 3,0 % au premier trimestre. Il s'agit du meilleur résultat depuis le deuxième semestre de 1999. La croissance de la productivité a été supérieure à la hausse des salaires et traitements (2,8 %).

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *

Variation en %, TAD



*Pour le secteur des entreprises

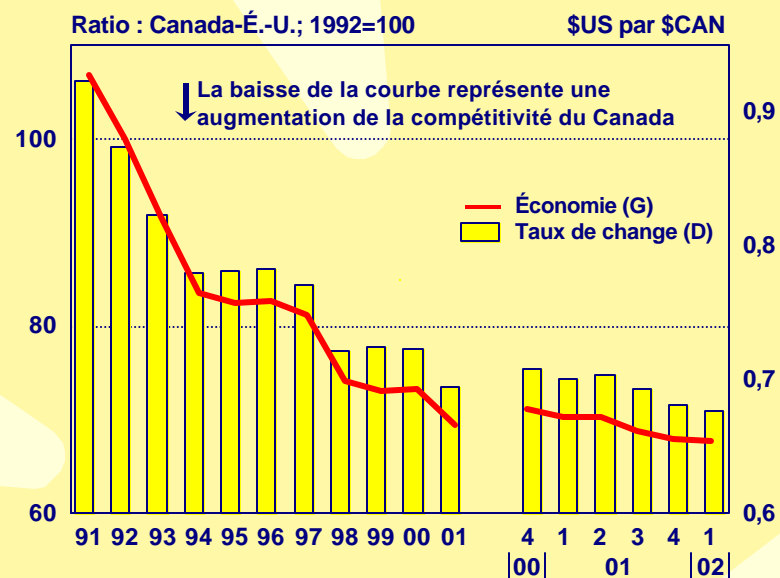
Source : Statistique Canada

...ce qui aide les entreprises à conserver leur compétitivité

Au premier trimestre de 2002, la position concurrentielle des entreprises au Canada n'a pratiquement pas changé comparativement aux États-Unis. Selon une devise commune, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont fléchi de 4,9 % au Canada et de 5,0 % aux États-Unis.

- La productivité du travail du secteur des entreprises a progressé de 8,2 % au premier trimestre aux États-Unis, soit le double du rythme enregistré au Canada.
- Toutefois, les salaires ont augmenté légèrement moins vite au Canada, et le dollar canadien s'est replié, passant en moyenne à 62,7 cents US au premier trimestre par rapport à 63,1 cents US au trimestre précédent.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada



Scène canadienne

Comptes internationaux

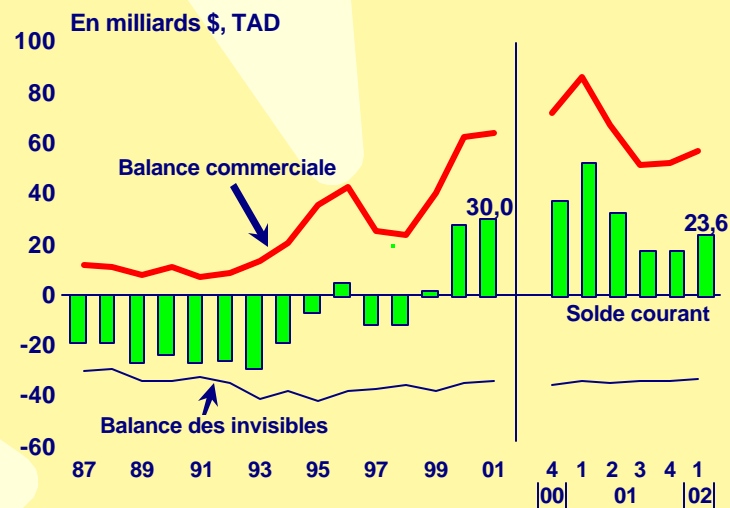
Au premier trimestre, l'excédent au compte courant augmente...

Au premier trimestre de 2002, l'excédent au compte courant du Canada a augmenté de 1,5 milliard de dollars pour s'établir à 5,9 milliards (23,6 milliards, taux annuel), alimenté en grande partie par l'excédent plus important au chapitre du commerce de marchandises.

Du côté du compte capital et du compte financier, au premier trimestre, les Canadiens ont investi 22,6 milliards de dollars à l'étranger, tandis que les étrangers ont investi 27,1 milliards au Canada.

- À 7,2 milliards de dollars, les investissements directs du Canada à l'étranger se sont établis environ au même niveau qu'au quatrième trimestre. La plupart des investissements sont allés à des sociétés affiliées.
- Les acquisitions étrangères, principalement dans les secteurs de l'énergie et des mines, se sont élevées à 10,6 milliards de dollars, ce qui représente la plus grosse partie de la somme de 17,1 milliards d'investissements étrangers directs au Canada. Il s'agit du montant le plus élevé des cinq derniers trimestres.

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

...grâce au redressement de l'excédent au chapitre du commerce de marchandises...

L'excédent au chapitre du commerce de marchandises a augmenté de 1,2 milliard de dollars pour s'établir à 14,2 milliards (56,6 milliards, taux annuel) au premier trimestre. Il s'agit de la première hausse trimestrielle en un an.

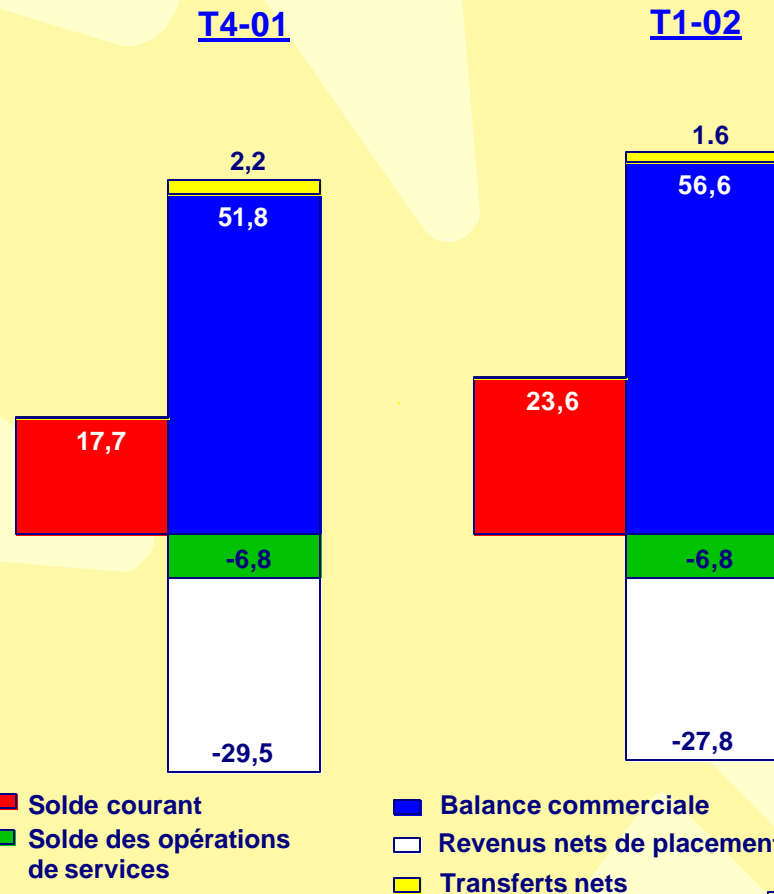
- L'accroissement de l'excédent commercial du Canada avec les États-Unis est à l'origine de la plus grande part de la hausse de l'excédent commercial total.

Le déficit relatif aux services est resté le même qu'au trimestre précédent, soit 1,7 milliard de dollars (6,8 milliards, taux annuel).

Le déficit au chapitre des revenus de placements a diminué, en grande partie à cause des rendements plus élevés des opérations canadiennes à l'étranger.

Principales composantes du compte courant

En milliards \$, TAD



Source : Statistique Canada

G-2

...attribuable à la hausse des exportations qui est plus importante...

Les exportations de marchandises ont avancé de 3,1 % au premier trimestre, après avoir reculé pendant trois trimestres de suite. En glissement annuel, toutefois, les exportations ont perdu presque 10 %.

- Les exportations de produits énergétiques sont arrivées en tête, augmentant de 1,4 milliard de dollars (+15,9 %). Les exportations de biens industriels, de produits automobiles et de biens de consommation ont également contribué à la hausse globale des exportations du trimestre. Cependant, au cours de la dernière année, les exportations de produits énergétiques ont fléchi de près de la moitié.
- Les exportations de machines et de matériel n'ont pratiquement pas changé au deuxième trimestre, mais elles ont perdu 11,1 %, d'une année à l'autre.
- Seules les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont affiché une baisse (-1,0 %) au premier trimestre.

Exportations de marchandises, T1-2002

| | En milliards \$ | Variation en %, janv.-mars/01 - janv.-mars/02 |
|-----------------------------------|-----------------|---|
| Total | 99,6 | -9,9 |
| <u>Par partenaire commercial</u> | | |
| É.-U. | 84,7 | -10,4 |
| Japon | 2,1 | -18,9 |
| UE | 5,6 | -5,0 |
| Tous les autres | 7,3 | -4,7 |
| <u>Par principal produit</u> | | |
| Produits agricoles et de la pêche | 7,8 | 5,3 |
| Produits énergétiques | 10,5 | -45,8 |
| Produits de la forêt | 9,3 | -6,6 |
| Produits et matériaux industriels | 16,8 | 0,9 |
| Machines et matériel | 23,8 | -11,1 |
| Produits de l'automobile | 23,4 | 4,0 |
| Autres biens de consommation | 4,3 | 7,9 |

Source : Statistique Canada

...que celle des importations

Au premier trimestre de 2002, les importations de marchandises se sont accrues de 2,1 %, ce qui a mis fin à une série de trois baisses trimestrielles.

- Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de 0,8 milliard de dollars des importations de produits automobiles et de 0,6 milliard des importations de biens industriels. Seules les importations de machines et de matériel ont diminué (-0,4 %).

D'une année à l'autre, toutefois, les importations se sont repliées de 7,3 %.

- Les produits de l'agriculture, de l'automobile et les produits de consommation ont connu une hausse, alors que les autres produits ont connu une baisse.

Importations de marchandises, T1-2002

| | En milliards \$ | Variation en %, janv.-mars/01 - janv.-mars/02 |
|-----------------------------------|-----------------|--|
| Total | 85,6 | -4,3 |
| <u>Par partenaire commercial</u> | | |
| É.-U. | 62,2 | -4,6 |
| Japon | 2,7 | 3,3 |
| UE | 8,1 | -8,5 |
| Tous les autres | 12,7 | -1,2 |
| <u>Par principal produit</u> | | |
| Produits agricoles et de la pêche | 5,4 | 8,9 |
| Produits énergétiques | 3,5 | -31,8 |
| Produits de la forêt | 0,7 | -1,7 |
| Produits et matériaux industriels | 16,9 | -5,2 |
| Machines et matériel | 25,7 | -14,7 |
| Produits de l'automobile | 19,1 | 12,2 |
| Autres biens de consommation | 11,1 | 5,3 |

Source : Statistique Canada



Scène canadienne

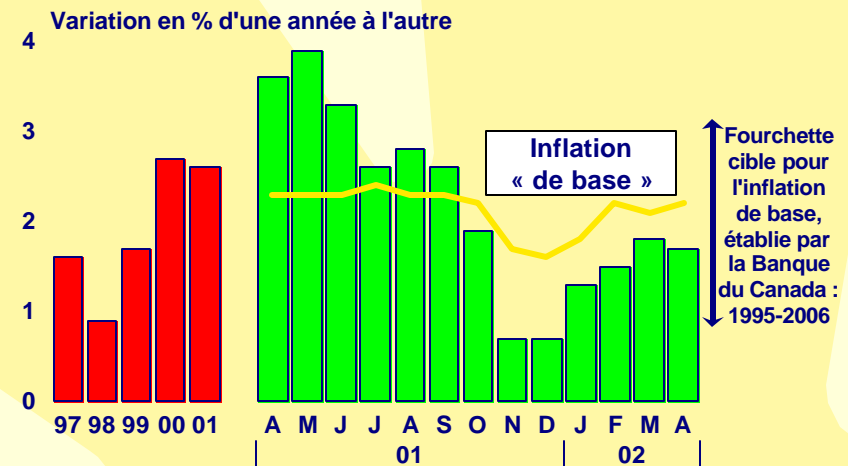
Mouvements des prix

L'inflation reste modérée malgré de récentes hausses...

Mesurée d'une année à l'autre, l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) a progressé tout au long des trois premiers mois de 2002. Par rapport à un taux moyen de 1,1 % au quatrième trimestre de 2001, l'inflation s'est établie à 1,5 % au premier trimestre de 2002 puis à 1,7 %, en avril. Les hausses de prix du transport, du logement, des aliments et des produits du tabac sont principalement à l'origine de cette progression de l'indice.

En avril, le taux d'inflation « de base », qui exclut les composantes les plus volatiles de l'IPC global et l'incidence des impôts indirects et qui constitue le taux cible aux fins de la politique monétaire, a gagné 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 2,2 %, soit près du point médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).

Indice des prix à la consommation



En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également précisé sa mesure du taux de croissance tendanciel de l'inflation, établi selon l'inflation « de base ». Les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que les impôts indirects sont dorénavant exclus de l'inflation « de base ».

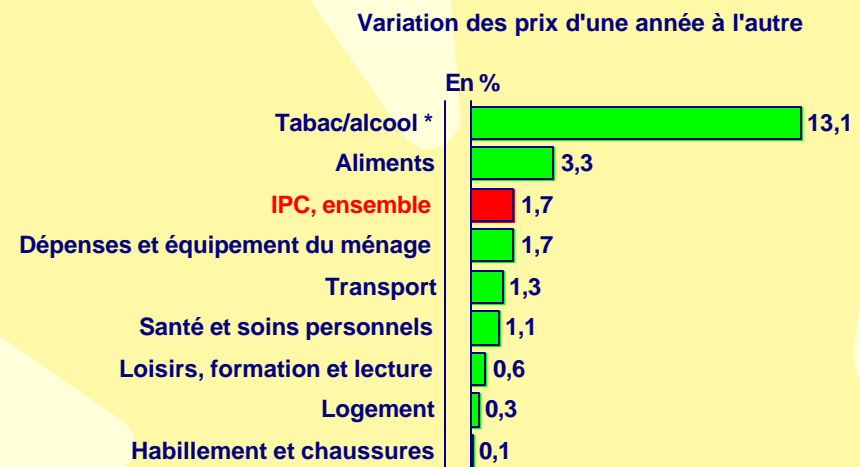
Source : Statistique Canada et Banque du Canada

...attribuables au renchérissement du transport, des aliments et des produits du tabac

D'une année à l'autre, l'inflation s'est fixée à 1,7 % en avril, soit une baisse par rapport à 1,8 % en mars, mais une hausse par rapport au creux de 0,7 % observé durant les deux derniers mois de 2001.

- Le recul d'avril est surtout attribuable à la hausse moins importante, d'une année à l'autre, des coûts du logement.
- D'un mois à l'autre, toutefois, les coûts du transport, des aliments et du logement ont augmenté pendant les quatre derniers mois, ce qui a fait grimper l'indice global. De plus, les prix des produits du tabac sont en nette progression par rapport à octobre dernier, par suite de la majoration des taxes fédérale et provinciales.
- À l'exception des prix des aliments et de l'énergie, les prix à la consommation ont augmenté, l'inflation se situant à 1,9 % en avril comparativement au creux de 1,2 % enregistré en décembre.

Composantes de l'IPC : avril 2002



* Des augmentations de la taxe de vente sur les cigarettes, décrétées dans six provinces en mars et en avril 2001, ajoutées à la mise en application de la taxe fédérale, en novembre dernier, ont eu pour effet de pousser à la hausse le niveau des prix de la composante tabac/alcool de l'indice. En raison de ces hausses, l'indice a progressé de 13,5 % en moyenne depuis novembre.

Source : Statistique Canada

Les prix des produits de base augmentent face à la demande croissante

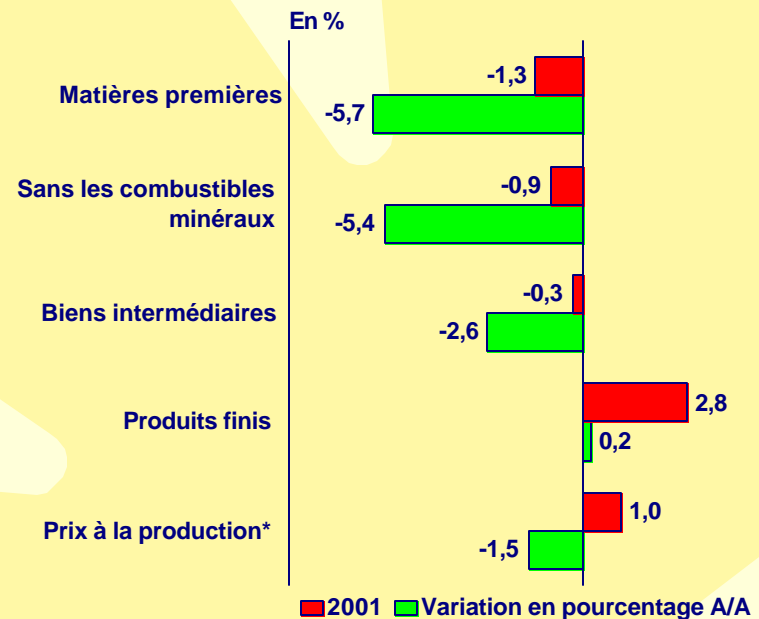
En avril, les prix des produits industriels — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — ont diminué de 1,5 %, en glissement annuel. Il s'agit de la septième baisse mensuelle consécutive. Toutefois, les prix à la production sont en hausse de 1,9 % par rapport à décembre, date à laquelle les prix des produits finis et intermédiaires ont recommencé à monter.

- Comparativement à l'an dernier, les prix des produits du pétrole et du charbon ainsi que les prix des pâtes et papier ont nettement diminué.
- Depuis décembre, seuls les prix des pâtes et papier, des produits en caoutchouc, en cuir et en plastique ont fléchi, tandis que les prix des produits du pétrole et du charbon ont augmenté de 13 % et ceux des véhicules automobiles, de 1,2 %.

En avril, les prix des matières premières ont régressé pour un neuvième mois de suite, enregistrant une baisse de 5,7 %.

- Il s'agit du plus faible recul en huit mois puisque les prix des matières premières augmentent depuis décembre, sous l'impulsion surtout de la hausse des prix des combustibles minéraux et des métaux non ferreux.

Chaîne de prix - avril 2002



Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Finances publiques

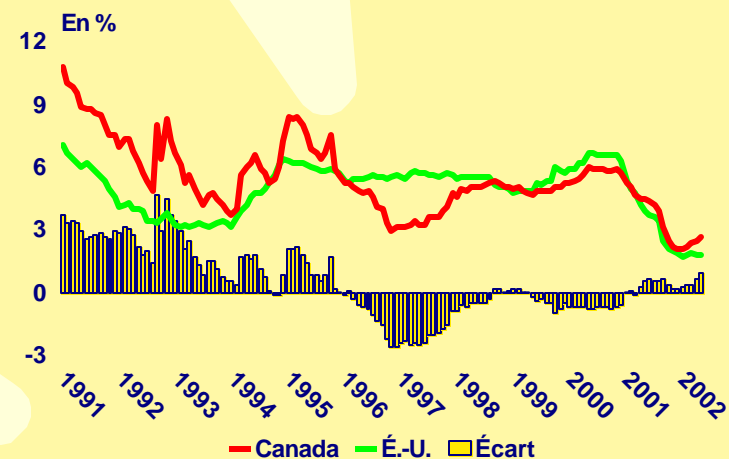
La Banque du Canada relève son taux directeur, alors que la Réserve fédérale américaine garde ses taux à des niveaux inégaux depuis 40 ans

La Banque du Canada a haussé de 25 points de base son taux directeur en avril et en juin, portant celui-ci à 2,5 %, compte tenu de l'amélioration de la situation et des perspectives économiques au Canada et ailleurs. Selon la plupart des analystes, la Banque du Canada majorera de nouveau son taux le 16 juillet, date prévue de sa prochaine annonce.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale n'est pas intervenue, et le taux des fonds fédéraux est resté à 1,75 %. La plupart des analystes prévoient que la Réserve fédérale attendra encore un peu avant d'augmenter les taux d'intérêt.

Sur le marché monétaire, le taux du papier commercial à 90 jours a augmenté, passant de 2,0 % à la mi-janvier 2002 à 2,7 % le 29 mai, soit 91 points de base de plus que le taux américain.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 29 mai 2002

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

Les rendements des obligations à long terme reculent, certains investisseurs ayant converti leurs fonds afin de protéger leurs avoirs

Les taux d'intérêt à long terme en Amérique du Nord ont fléchi au cours des derniers mois.

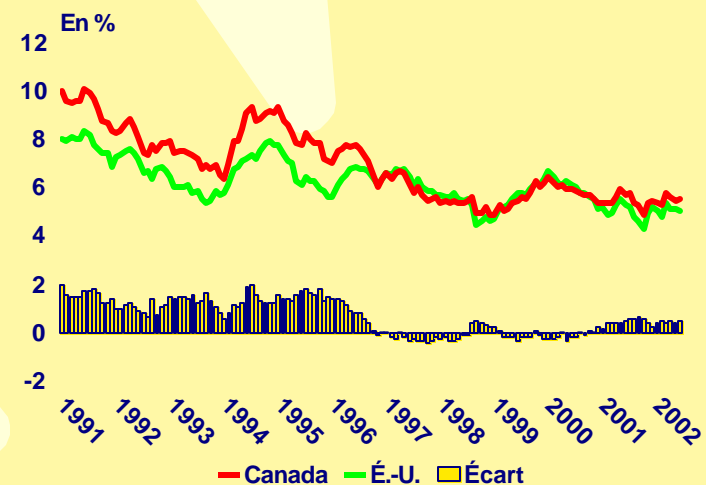
Parmi les facteurs en jeu, notons :

- Les investisseurs prévoient une croissance plus modérée aux États-Unis et estiment donc moins probable un prochain redressement des taux par la Réserve fédérale.
- Les préoccupations relatives aux pratiques comptables des entreprises incitent certains investisseurs à retirer leurs avoirs du marché des actions.

Depuis son récent sommet à la fin de mars, le rendement des obligations canadiennes à 10 ans a perdu 30 points de pourcentage pour se situer à 5,5 % le 6 juin, alors que le rendement des obligations américaines à 10 ans a perdu 40 points de base pour se fixer à 5,0 %.

L'écart entre les taux à long terme au Canada et aux États-Unis est donc passé à 47 points de base le 6 juin, comparativement à 44 points de base à la fin de mars.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 6 juin 2002

Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

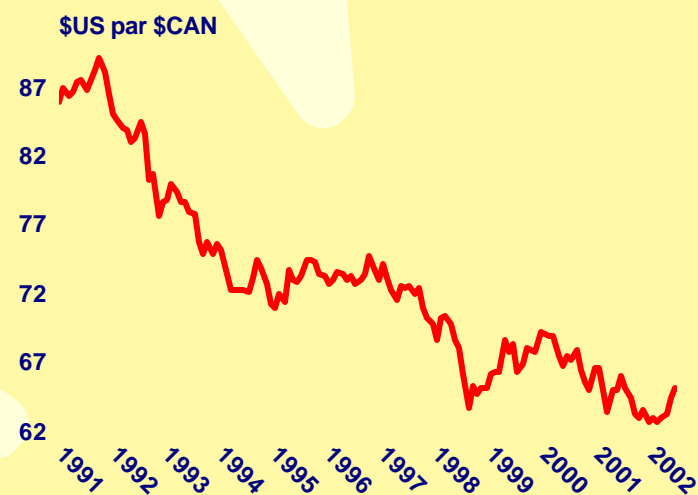
Le dollar canadien se redresse

Le dollar canadien, qui avait touché son cours le plus bas de l'histoire, soit 62 cents US à la mi-janvier, s'est ressaisi pour atteindre un sommet inégalé depuis 10 mois, soit 65,5 cents US, le 3 juin, puis il s'est quelque peu replié pour clôturer à 64,7 cents US le 14 juin.

- **La meilleure performance économique du Canada par rapport aux États-Unis, l'élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains ainsi que le redressement des prix des produits de base ont contribué à ce raffermissement du dollar canadien.**

Ces derniers mois, le dollar canadien et le dollar américain ont perdu de la valeur face à l'euro et au yen.

Taux de change Canada-É.-U.



Dernières données du graphique : le 7 juin 2002

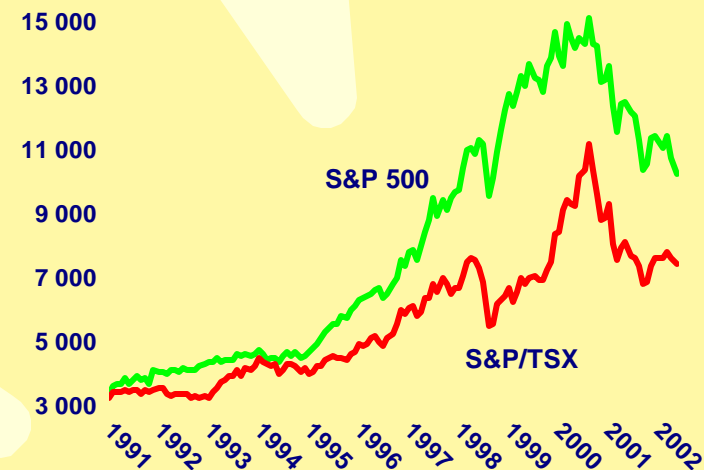
Source : Banque du Canada

Les indices boursiers restent faibles

Ces dernières semaines, les marchés boursiers n'ont pas fait très bonne figure, à cause de l'incertitude entourant les pratiques comptables des entreprises et les possibilités de bénéfices, surtout dans le secteur technologique.

- Le 10 juin, l'indice S&P/TSX avait perdu 6 % par rapport au sommet atteint en mars, et l'indice S&P 500, 12 %.

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 10 juin 2002

* Le 1er mai, le plus important indice boursier du Canada a été renommé sous l'appellation Standard & Poor/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX). La composition de cet indice n'a pas changé jusqu'ici.

Source : Statistique Canada



Scène canadienne

Finances publiques

Un cinquième excédent fédéral de suite est prévu pour 2001-2002

Pour l'exercice 2000-2001, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 17,1 milliards de dollars.

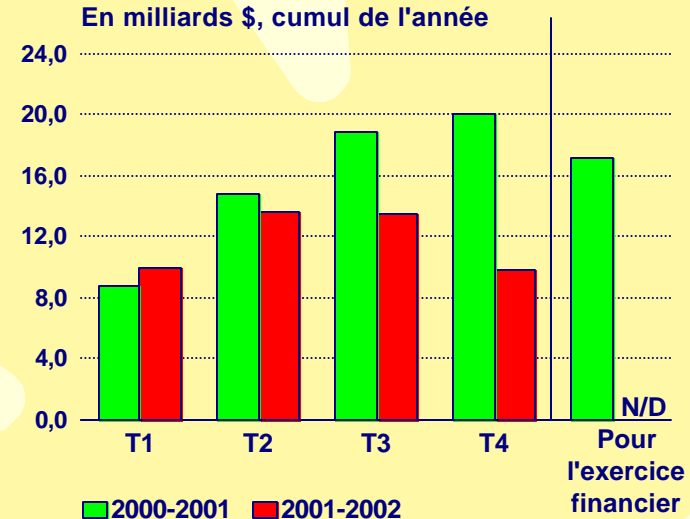
- Au cours des quatre dernières années, plus de 35 milliards de dollars ont été affectés au remboursement de la dette publique. La dette publique nette fédérale correspond maintenant à environ 52 % du PIB, par rapport au sommet de 71 % enregistré en 1995-1996.

Avant les rajustements de fin d'exercice, l'excédent budgétaire fédéral s'est établi à 9,8 milliards de dollars pour l'exercice 2001-2002 après s'être fixé à 20,1 milliards pour la même période l'année précédente. Dans un récent énoncé économique, présenté à une réunion du Comité des finances de la Chambre des communes, le ministre des Finances a déclaré : « Nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que, une fois effectués les rajustements de fin d'exercice (non encore disponibles), l'excédent atteigne environ 6 milliards de dollars pour 2001-2002 ». Cet excédent, supérieur à ce qui avait été prévu dans le budget de décembre, servira à réduire davantage la dette.

- La réduction de l'excédent en 2001-2002 est attribuable à l'incidence des réductions d'impôt et des initiatives en matière de dépenses mises en oeuvre dans les budgets précédents et au ralentissement économique en 2001.

Par ailleurs, les provinces atlantiques, sauf le Nouveau-Brunswick, et la Colombie-Britannique devraient enregistrer des déficits budgétaires pour 2001-2002, alors que les autres provinces et territoires (sauf le Yukon) devraient afficher soit un budget équilibré soit un excédent.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :

Hossein Rostami
Directeur
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, pièce 540G
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

***par courrier
électronique :
par téléphone :
ou par fax :***

rostami.hossein@ic.gc.ca
(613) 995-8452
(613) 952-1936

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le *Moniteur micro-économique* présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique. Le présent rapport a été préparé à l'aide de données qui étaient disponibles le 11 juin 2002.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Marianne Blais, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Miodrag Jovanovic, Joseph Macaluso et Patrick Taylor, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.